



Projet de loi de finances

La croissance sera revue à la hausse

• **En cause, la production record des céréales et la conjoncture favorable**

• **190 milliards d'investissement public**

contractuels exerçant actuellement dans différents établissements répartis sur l'ensemble du territoire national. Son coût est évalué à 1 milliard de DH qui sera affecté au budget du secteur d'enseignement.

Dans le même cadre, le projet de loi de finances prévoit l'exonération perma-

nente de l'IR pour les bourses de stage dans la limite de 6.000 DH, le soutien de la dynamique d'auto-entrepreneuriat, l'activation du fonds de promotion et d'accompagnement des entreprises débutantes et des projets innovateurs. Un montant de 500 millions de DH y est dédié. Le projet du budget prévoit par

ailleurs le déploiement du programme de réhabilitation du monde rural, des zones de montagne et des régions enclavées. Un plan qui sera financé par les secteurs ministériels concernés. Il cible les infrastructures routières, la santé, l'éducation et l'agriculture solidaire. □

A.G

SITÔT présentée, la loi de finances pourrait connaître une révision à la hausse de ses principaux postulats. Pour le ministre de l'Economie et des Finances, des indicateurs positifs renforcent dans cette option qui devrait intervenir vers fin juin prochain. En particulier la bonne campagne céréalière dont la récolte prévisionnelle devrait s'établir à plus de 100 millions de quintaux. S'ajoute également la reprise économique qui se consolide chez les principaux partenaires avec ses retombées sur les secteurs de l'industrie et des services, notamment à l'export.

Selon Mohamed Boussaïd, le réajustement à la hausse devrait concerner le taux de croissance dont le niveau serait porté à plus de 4,5% tel que prévu initialement. Il en est de même de la réduction du déficit budgétaire dont le taux annoncé est de 3% du PIB. Idem pour l'inflation qui ne devrait pas dépasser 1,7%.

S'agissant des mesures phares, le projet de loi de finances met en relief le renforcement de l'effort d'investissement public. Le montant inscrit dans le budget général et la contribution des entreprises publiques s'élèvent à 190 milliards de DH. Il cible la poursuite des grands chantiers d'infrastructure et le déploiement des stratégies sectorielles. Ceci, sans oublier le soutien à l'investissement privé. A cet effet, des mesures spécifiques sont prévues par la Charte d'investissement dont le texte est dans les circuits d'adoption. Le package porte sur l'adoption de mesures incitatives en faveur des investisseurs et des entreprises exportatrices. Dans le pipe, figure aussi la poursuite de la modernisation du secteur financier via la diversification des outils et des marchés ouverts aux investisseurs et aux entreprises.

En ce qui concerne l'emploi, le budget 2017 table sur la création de 23.768 postes en plus de 11.000 en faveur des académies régionales d'éducation et de formation. Ce qui cadre avec l'opération visant le recrutement des enseignants contractuels, dans l'objectif de surmonter le problème d'encombrement au sein des établissements scolaires.

Cette opération a déjà permis le recrutement de 10.929 enseignants